

EXTRÊME DROITE

Alerte, démocratie en danger !

Appel lancé par une tribune de la coprésidence parue dans le journal l'Humanité le 14 janvier 2022

"Le Front National de Jean-Marie Le Pen s'est construit sur les provocations, nombreuses, de ce dernier : en effet, son objectif principal n'était pas d'arriver au pouvoir, mais de peser sur les débats publics et de tirer la droite classique sur son terrain, celui du racisme, en particulier l'antisémitisme et le racisme anti-arabe et antimusulman. Ses déclarations nauséabondes ont conduit le MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) à déposer plainte à de multiples occasions.

ATTENTION!



**LE RACISME
MENE AU
FASCISME**

Tout au contraire, l'objectif de sa fille, Marine Le Pen, est bien d'accéder au pouvoir. Pour cela elle a mené la politique dite de la « dédiablement » en tenant un discours plus feutré, voire « social », afin de tenter de ne plus attiser la peur.

Cette attitude a conduit à l'émergence d'une droite extrême à sa droite, incarnée, entre autres, par Marion Maréchal (qui abandonne le nom de sa tante), Eric Zemmour, ou Florian Philippot, tous fidèles à l'orientation du patriarcat.

Cette extrême-droite radicale, qualifiée ou non de fasciste, crée un climat délétère qui n'est pas sans rappeler celui des années 30. Dans cette situation, ne pointer du doigt que Eric Zemmour serait une erreur.



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr

[@MrapOfficiel](#) [f](#) [@MRAPOfficielNational](#)

**mouvement contre le racisme et
pour l'amitié entre les peuples**
120 rue saint denis 75002 paris tél: (1)233 09 57



Faut-il rappeler que depuis un an à peine,

- c'est une tribune, de militaires factieux, signée par vingt généraux à la retraite, publiée dans le journal d'extrême-droite *Valeurs actuelles*, sans aucune réaction du gouvernement ;
- c'est un syndicat de police qui veut « établir des check-points autour des cités et faire des contrôles des personnes pour les empêcher de sortir » ;
- c'est un appel ouvert de Philippe de Villiers à « l'insurrection » !

Ce sont aussi les violentes attaques contre le cortège syndical de la CGT lors de la manifestation du 1er mai 2021 à Paris, faisant plus de vingt blessés dont quatre grièvement, attaques accompagnées d'insultes homophobes, sexistes, racistes. Ce sont encore les agressions contre des personnes venues manifester contre les violences faites aux femmes le 20 novembre 2021.



Ce sont encore les agressions répétées perpétrées par des membres du groupuscule d'extrême-droite, Génération identitaire à la frontière franco-espagnole au col du Portillon le 19 janvier ou dans les Alpes contre des migrants et les militants qui venaient les accueillir, conformément à notre tradition. Ces actions violentes sont destinées à « sauver notre peuple et notre civilisation ». Elles s'accompagnent du laxisme du Préfet de Haute-Garonne qui ose déclarer : « Les actions du groupe Génération identitaire, actions purement symboliques, n'ont provoqué aucun trouble à l'ordre public ».

À Lyon, ce sont les attaques contre la librairie anarchiste la *Plume Noire*, et contre les manifestations féministes et lesbiennes. Ce sont, le 23 octobre, des agressions contre des militants progressistes après une manifestation dénonçant les violences d'extrême droite.

À Orléans, dans la nuit du 8 au 9 mai 2021, c'est le théâtre en lutte qui est attaqué par des nervis d'extrême droite.

En Moselle, c'est un militant et son épouse qui luttent pour les droits des migrants qui reçoivent des menaces de mort et de « brûler leur maison ».

En mars 2021, c'est l'intrusion de l'Action Française dans l'hémicycle du Conseil régional à Toulouse.

Et c'est aussi l'agression, le 21 juin de Marie-Chantal Guzman, candidate communiste aux départementales à Grasse, dans les Alpes-Maritimes.

En septembre 2021, c'est l'agression d'étudiants du syndicat Solidaires, dont l'un d'eux a dû être hospitalisé.

En août 2019, c'est la sauvage agression d'un membre de la « Roya solidaire » qui a dû être hospitalisé après une perte de connaissance et un traumatisme crânien.

À Marseille, la liste des exactions est longue : tentative d'incendie du local du PCF, agression de jeunes communistes, perturbation de rassemblement de militants des droits de l'Homme, menaces de mort sur un parlementaire socialiste, coups portés à son collaborateur, etc.

Le groupuscule néonazi « les Zouaves Paris » (créés par des anciens de l'Action française et du GUD) multiplie les actions violentes. Présent lors du meeting du 5 décembre 2021 d'Eric Zemmour, ce sont ses membres qui ont agressé les militants de SOS-Racisme qui brandissait une pancarte « non au racisme ».

Quant à Eric Ciotti, il déclare sans hésitation : « Je veux un Guantánamo à la française » et de rajouter « Zemmour n'est pas un ennemi – c'est même un ami ».

Ces exemples, déjà trop nombreux, ne sont que l'infime partie d'une liste qui s'allonge chaque jour, et qui hélas n'implique pas que l'extrême-droite. Les préjugés xénophobes et racistes continuent d'imprégner le discours politique français, bien au-delà des partis qui en ont fait leur honteux fonds de commerce. Et nous constatons chaque jour une acceptation de plus en plus importante de ces idées .

Dans ce même temps, les droits des migrants sont constamment remis en cause, au mépris des engagements internationaux de la France. La dématérialisation des procédures rendent extrêmement difficiles les démarches de régularisations. Les expulsions d'étrangers explosent et les contrôles au faciès persistent avec des discriminations criantes qui minent le vivre ensemble.

Le droit de vote des résidents non communautaires n'est toujours pas mis en place, alors même que la population y est majoritairement prête, et que nombre d'élus britanniques ont perdu leur mandat lors du Brexit. Comment s'étonner dans ces conditions de la banalisation du racisme ?

Pendant ce temps, l'Europe se barricade, construisant des murs partout comme en Pologne ou en Grèce et exporte ses frontières en Turquie, au Maroc, externalisant celles du Royaume-Uni en France. Nous glissons ainsi vers un cauchemar nationaliste.

Les inégalités sociales bafouent les valeurs de la République, créant le terreau de la montée du rejet de « l'autre ». Le désarroi social, le sentiment d'abandon de larges secteurs urbains et ruraux expliquent aussi le vote « Rassemblement National » ou l'intention de voter Eric Zemmour. Pourtant l'extrême droite n'a jamais et nulle part été synonyme de progrès social et économique. Bien au contraire !

Le MRAP réaffirme avec force que la solution face aux injustices et aux inégalités qui minent notre société ne réside pas dans de futurs matins bruns, mais dans une mobilisation de tous pour faire reculer les problèmes sociaux générateurs de souffrances, d'inégalités, de concurrence et de ghettoïsation. Elle est dans la mobilisation pour une réelle égalité des droits en déconstruisant les préjugés historiquement instillés pour justifier toutes les dominations.

En 2022, nous commémorerons le 1^{er} juillet prochain l'adoption de la loi de 1972, dite loi Pléven, loi votée à l'unanimité tant à l'Assemblée Nationale qu'au Sénat. Cette loi fait du racisme un délit et non une opinion. À cette occasion, le MRAP repose la question : comment une personne condamnée pour provocation à la haine raciste, qui n'a pas hésité à réhabiliter Papon et Pétain, peut-elle être candidate à la présidence de la République ? Cette possibilité est en elle-même une insulte aux valeurs de la République.

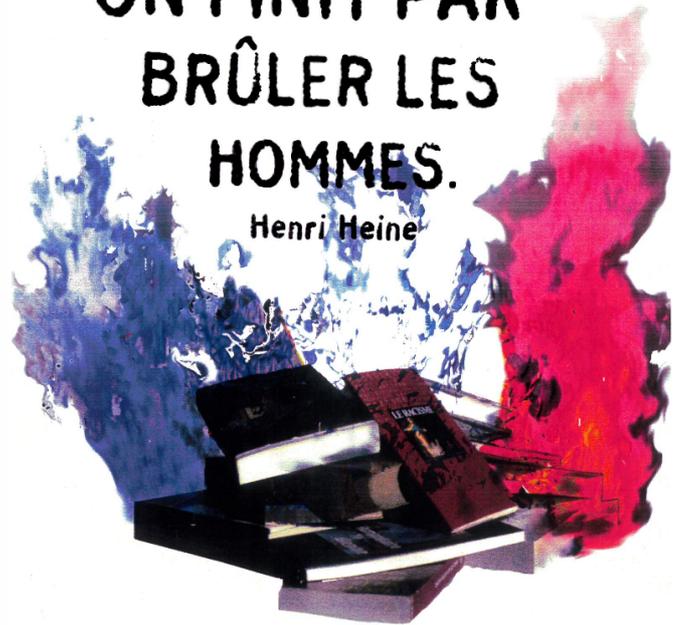
Le MRAP lance à tous les démocrates, militants des droits humains, associations, syndicats, partis politiques un appel solennel

« Alerte, la démocratie est en danger ! ».

C'est toutes et tous ensemble que nous devons faire reculer les idées de l'extrême droite et leur violence."

LÀ OÙ ON BRÛLE LES LIVRES, ON FINIT PAR BRÛLER LES HOMMES.

Henri Heine



mrap mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples © 01 53 38 99 99

Heinrich Heine avait écrit cette phrase en 1817 après la fête nationaliste qui s'était tenue à Wartberg (Allemagne) et où on avait brûlé des livres.

Marine Le Pen a été battue aux élections présidentielles mais la menace se resserre ; avec 41,5 %, contre 33,9 % en 2017, elle obtient un score historique, plus élevé que lors de son précédent duel avec Emmanuel Macron. La notion même d'extrême droite est en train de disparaître, non seulement dans l'opinion mais dans les milieux militants : le RN est entré dans le champ des partis « comme les autres ». Le barrage se fragilise un peu plus à chaque élection. Ce barrage ne doit pas céder. La lutte contre l'extrême-droite est toujours devant nous !

**ETEINDRE
LE FEU
AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD**

**NON AU
R-HAINE
!**

mrap mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples © 01 53 38 99 99

Le FN/RN : un parti raciste et xénophobe

La flamme tricolore demeure le logo historique du parti et n'a pas été abandonnée lors du changement de nom de FN en RN pour ne pas froisser des militants qui y voient « l'ascension au ciel de l'âme de Mussolini ». Avec cette marque historique de l'appartenance du FN/RN à la famille fasciste, la dédramatisation affichée ne doit tromper personne pas plus que les discours « pro-sociaux » de pure opportunité.

La ligne directrice reste la même : l'immigration est la source de la plupart des maux des Français-es. Le RN met en avant une soi-disant « submersion migratoire », l'identité et le mode de vie des Français-es « est en danger », c'est l'immigration qui « impacte le pouvoir d'achat des Français-es », sans oublier « le lien entre l'immigration et le terrorisme islamique ». C'est pour apporter « une réponse à tous ces maux » que Marine le Pen a lancé la proposition le 28 septembre 2021, si elle était élue, d'un référendum sur l'immigration.

Parmi les autres propositions on peut relever :

- la priorité nationale inscrite dans la Constitution (priorité nationale en matière d'emploi, de logement, d'aides sociales), marquerait la fin de l'égalité et de la fraternité dans la devise de la République ;
- allocation familiale réservée aux Français ;
- fin du regroupement familial ;
- fin du droit du sol ;
- sanctions pénales contre « toute action de complicité avec l'immigration illégale ».

Zemmour, lui, affirme : « En France comme dans toute l'Europe tous nos problèmes sont aggravés par l'immigration, je n'ai pas dit créés mais aggravés : école, logement, chômage, déficits sociaux, dette publique, ordre public, prison, qualification professionnelle, urgences aux hôpitaux, drogues ; et tous nos problèmes aggravés par l'immigration, sont aggravés par l'islam. C'est la double peine ».

Le FN/RN est homophobe

« L'homosexualité n'est pas un délit mais constitue une anomalie biologique et sociale qui pourrait conduire à la destruction du monde », Jean-Marie Le Pen 1984.

L'extrême droite ce n'est pas le progrès social

Jamais et nulle part l'extrême droite n'a été synonyme de progrès social.

Le RN propose d'augmenter le pouvoir d'achat des Français-es. Propose-t-il l'augmentation des salaires ? Bien sûr que non : augmenter le SMIC, les salaires, ce serait faire peser le poids de ces augmentations sur les patrons, il n'en est pas question ! Alors ? Mais bien sûr, ce sont les « immigrés qui impactent le pouvoir d'achat des Français-es ». Pour le RN la solution est simple « expulsions les immigrés » et le problème sera réglé !

Le chômage

« On nous dit qu'il manque 1 milliard d'euros pour financer l'emploi et bien en supprimant l'Aide Médicale d'État (AME) pour les étrangers on retrouve ce milliard ». Pour Molière c'était « le poumon, le poumon », pour le RN c'est « les immigrés, les immigrés »

La retraite

Le RN propose la retraite à 60 ans... avec 40 annuités de cotisations, donc pour quelqu'un qui commence à travailler à 23/24 ans comme la moyenne des Français-es ce sera la retraite à 63/64 ans. Pas un mot sur la prise en compte de la pénibilité, des périodes de chômage, des congés maternité, longue maladie...

La santé

Le RN propose un moratoire sur la fermeture des lits d'hôpitaux : dans le meilleur des cas on arrête provisoirement la fermeture (sans moyens supplémentaires), dans le pire on continue. Pas de moyens financiers pour développer le système des urgences mais un recours au privé par le biais de développement de cabinets libéraux.

L'éducation

Le RN revendique un retour de l'école des punitions et il faudra mettre au pas ces enseignant·e·s « responsables des colères identitaires ». Jamais l'extrême droite ne parle des vraies difficultés des enseignant·es qui ont vu leurs conditions de travail se dégrader, des inégalités scolaires et sociales des élèves augmenter. Elle ne fait que dénigrer l'école et ses personnel·le·s pour imposer des mesures de préférence nationale au sein du service de l'éducation. Dans les villes tenues par l'extrême droite, c'est la fin de la gratuité de la cantine ou des transports pour les enfants des familles démunies, des entraves aux activités périscolaires...

Les femmes

À l'Assemblée Nationale les député·e·s FN ont voté contre toutes les lois en faveur des Femmes : loi pour l'égalité réelle Hommes/Femmes, loi sur le harcèlement sexuel ; le RN est contre l'avortement. Au Parlement Européen, les député·e·s RN défendent « la liberté des Femmes à ne pas travailler » pour s'occuper de leur foyer. Pour Aymeric Chauprade « l'avortement est une arme de destruction massive contre la démographie européenne » ; pour Bruno Goldnisch « l'avortement est une culture de mort ». Marine Le Pen n'ose pas parler de son interdiction mais réclame son déremboursement au prétexte que les Femmes le choisiraient comme moyen de contraception et attaque le planning familial comme étant une « structure d'incitation à l'avortement ». Ce sont ces idées de l'extrême droite qui ont conduit à des actes violents comme la dégradation des locaux du planning familial à Strasbourg et à Nantes.

La démocratie en danger

Parmi les propositions :

- Abaisser le nombre de député·e·s et de sénateur·rice·s. Objectif : réduire le nombre d'élu·e·s « potentiel contre-pouvoirs » afin d'augmenter la centralisation du pouvoir aux mains du chef de l'État.
- Mettre en place la présomption de légitime défense pour la police. En clair, c'est un véritable permis de tuer qui serait délivré.

Un projet de destruction des syndicats

Marine le Pen a indiqué vouloir mettre en place « la liberté syndicale ». Pour elle, c'est permettre « des candidatures libres aux élections professionnelles » qui viseraient à briser le monopole des syndicats « trop à gauche ». Elle veut rétablir « la liberté de travail par l'interdiction pénale des piquets de grève et l'exigence d'un vote à bulletin secret préalable à tout mouvement de grève »

La loi de 72

Au nom de la liberté d'opinion le FN/RN propose parmi les premières mesures d'abroger la loi de 1972 considérée comme « loi libéricide ».

CONTRE LE RACISME

Le [F]RN et plus généralement le racisme tue

N'oublions pas le 1er mai 1995, Brahim Bouarram, 29 ans, jeté dans la Seine par des individus qui venaient de quitter le défilé du Front National.

N'oublions pas Ibrahim Ali, un jeune comorien de 17 ans assassiné d'une balle dans le dos le 21 février 1995 par un colleur d'affiches du Front National ; ni Mohammed Khouas assassiné au pied de son immeuble le 4 mai 1996, à Sens (Yonne), un an après Brahim par des militants du FN.

N'oublions pas Imad Bouhoud, 19 ans, Français d'origine tunisienne, noyé au Havre le 18 avril 1995 par 2 skinheads.

N'oublions pas Ilan Hanimi, kidnappé, séquestré, torturé et assassiné parce que Juif ; pas plus que Saïd El Barkaoui, froidement abattu sous les yeux de sa famille à Ychoux dans les Landes. Son voisin lui tirait dessus à cinq reprises en le traitant d' « enclé d'arabe ».



Manifestation du 1er mai 1995, après la mort de B. Bouarram - photo de Jean Yves Treiber

Dans les villes conquises par le RN

Ce sont la suppression des subventions aux associations, la fermeture des bourses du travail, l'exclusion d'enfants de la cantine, la débaptisation de rues pour leur donner des noms de fascistes ou d'antisémites, l'exclusion des marchés des vendeurs d'origine maghrébine (en se vantant d'avoir entamé « une politique de nettoyage », la fermeture de locaux du Secours Populaire Français ou de la LDH, le refus de subventions à la LICRA, au MRAP, la LDH, SOS Racisme, ces « officines qui mènent une lutte hystérique contre le mouvement national », des études du soir supprimées remplacées par une garderie payante, à Béziers le Maire a inauguré une stèle glorifiant les terroristes de l'OAS et a débaptisé la rue du 19 mars 1962 pour la remplacer par « Commandant Denoit de Saint-Marc », défenseur inconditionnel de l'Algérie française et du putsch fasciste des généraux d'Alger le 21 avril 1961...

Ailleurs dans le monde

Au Brésil

Le président fasciste Jair Bolsonaro a mené une politique antisociale, d'agressions économiques, de destruction de la forêt amazonienne, d'attaques contre les peuples indigènes. Sa gestion catastrophique de la pandémie l'a fragilisé. La commission d'enquête a retenu 11 chefs d'accusation dont « crime contre l'humanité ». L'élection présidentielle doit avoir lieu en octobre 2022. Les sondages donnent Lula gagnant mais la tentation est grande pour Bolsonaro de recourir à un coup d'État pour se maintenir au pouvoir.

En Hongrie

Le régime d'extrême droite de Victor Orban avec son parti Fidesz a connu une première défaite aux élections municipales de 2019 en perdant notamment Budapest. Depuis, Orban applique avec encore plus de détermination son programme : attaques contre les immigrés accusés « d'importer le virus du Covid », contre les Roms, contre les LGTB, contre les femmes. Plus des 2/3 des Universités publiques sont passées sous le régime de Fondations, les atteintes aux libertés notamment liberté de la presse se sont aggravées, les associations anti-avortement sont financées par le pouvoir. Il a reçu récemment Marine Le Pen et Eric Zemmour, leur objectif : diriger une grande coalition d'extrême droite au Parlement Européen.

En Italie

L'entrée de la Ligue de Salvini dans le gouvernement en février 2021 a libéré une place pour d'autres groupes fascistes dont Fratelli d'Italia. Ils se sont particulièrement illustrés contre le passe sanitaire. Le 9 octobre 2021 ils ont marché sur la Chambre des Députés avant de mettre à sac le siège du principal syndicat italien, la CGIL. Une grande manifestation regroupant 200 000 personnes à Rome a répondu à cette attaque. Le « Mouvement des Sardines » fut aussi une réponse remarquable à l'extrême droite. Les références aux partisans antifascistes de la Seconde guerre mondiale sont nombreuses ; en particulier, le chant Bella Ciao est entonné à chaque manifestation.

En Pologne

Le gouvernement de Mateusz Morawiecki et son parti le PiS a adopté une loi rendant l'avortement pratiquement illégal, les associations catholiques veulent présenter fin octobre un projet de loi rendant punissable jusqu'à la prison à perpétuité les médecins qui pratiqueraient un avortement. Une mobilisation de femmes d'une ampleur inégalée s'est déroulée d'octobre 2020 à janvier 2021. Les députés ont commencé à débattre d'un projet de loi « Stop LGTB » qui vise à interdire « l' homo propagande dans l'espace public ».

En Syrie

La victoire des armées du dictateur Assad n'a pu se faire qu'avec le soutien de la Russie. Le pays est en ruines, des centaines milliers de réfugiés ont fui, l'opposition a été anéantie sauf quelques poches de résistance dans les zones kurdes.

En Turquie

Le régime néo-fasciste national-islamique du dictateur Erdogan poursuit sa politique criminelle à l'encontre du peuple kurde et de toutes les minorités. Toute forme d'opposition est réprimée : les enseignants, les journalistes kurdes ou turcs sont emprisonnés ainsi que les élu·e·s du HDP (Parti Démocratique des peuples, coalition de 33 associations et de sept partis politiques) et ses 2 coprésident·e·s Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag.

Ce ne sont hélas que quelques faits.

Beaucoup d'éléments de ce document ont été apportés par VISA (Vigilance Syndicale Anti-fasciste) que nous tenons à remercier.

Pour parvenir à s'emparer de leviers de l'État (Présidence de la République, chambres des députés, mairies, etc.), Marine Le Pen et le RN essaient de capter des voix avec un programme d'apparence sociale. Mais la « priorité nationale » qui y tient une place centrale remet en cause les principes mêmes d'égalité et de fraternité inscrits dans la Constitution.

Toute voix qui se porte sur les candidats du RN, ne peut qu'encourager cette formation et tous les groupes d'extrême droite violents et racistes qui gravitent autour de lui.



Renforcez le mouvement anti fasciste, adhérez au MRAP

Nom :

Prénom :

Adresse :

Date de naissance :

Profession :

 Domicile :

 Portable :

 Courriel :

COMITÉ DE

Renvoyez à adhesions@mrp.fr



Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples

43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

01 53 38 99 82 - www.mrap.fr - mrap@mrp.fr

 @MrpOfficiel  @MRAPOfficielNational